

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA
DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

Parte II della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 18-20 dicembre 2006)

Recommandation n. 786 (1)

Sur l'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'UE
– Réponse au rapport annuel du Conseil

Annunziata il 19 marzo 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Saluant l'existence d'un large consensus entre les Etats membres de l'UE et de l'OTAN sur les menaces les plus graves et les défis sécuritaires majeurs auxquels ils sont confrontés, tout en reconnaissant qu'ils peuvent diverger sur les moyens d'y faire face;

(ii) Considérant que l'OTAN comme l'UE sont confrontées à une sollicitation croissante de leurs capacités de gestion des crises et que l'UE en particulier est de plus

en plus appelée à faire oeuvre de médiation, à négocier des accords et à superviser leur mise en oeuvre;

(iii) Estimant que non seulement l'OTAN et l'UE, par le biais de sa politique européenne de sécurité et de défense, ont pour rôle de protéger les Etats membres de ces menaces, mais qu'elles constituent un cadre permettant aux deux organisations de forger un partenariat stratégique en mettant l'accent sur la coordination des réponses civiles et militaires à apporter aux crises et aux conflits;

(iv) Convaincue qu'une palette d'instruments militaires et civils est nécessaire pour répondre aux défis sécuritaires

(1) Adoptée par l'Assemblée le 18 décembre 2006, lors de sa cinquième séance plénière.

d'aujourd'hui, et préoccupée par le déficit global en matière de capacités civiles et militaires, qui restreint la faculté des deux organisations d'intervenir;

(v) Persuadée que les membres des deux organisations doivent coopérer entre eux et avec d'autres pays pour pouvoir disposer de la meilleure combinaison possible d'instruments;

(vi) Consciente que l'UE et l'OTAN n'ont pas encore trouvé de *modus vivendi* et que leurs relations évolueront en fonction de la transformation de cette dernière et de l'importance que prendra la PESD;

(vii) Considérant que l'OTAN demeure la pierre angulaire de la sécurité et la défense de ses membres et que tous les pays de l'OTAN et de l'UE ont besoin d'une OTAN forte, mais notant néanmoins que cette dernière ne peut se charger de tous les aspects de la sécurité et de la défense et qu'actuellement, tous les pays membres ne sont pas favorables à ce qu'elle traite les aspects non militaires de la sécurité;

(viii) Notant qu'avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, 21 sur les 26 pays membres de l'OTAN appartiennent aussi à l'Union européenne, mais reconnaissant que l'OTAN et l'UE sont des organisations de nature différente, qui ont développé des cultures de sécurité et de défense différentes;

(ix) Convaincue qu'il ne saurait y avoir de rivalité entre l'UE et l'OTAN et que l'avenir de l'Alliance ne dépend pas tant de la poursuite du développement de la PESD que de l'attitude des membres mêmes de l'OTAN;

(x) Persuadée que l'époque où l'OTAN et la PESD remettaient mutuellement leur existence en question est révolue et qu'il existe désormais une ligne politique consistant à associer une nouvelle OTAN à une nouvelle UE;

(xi) Estimant qu'aucune zone géographique ne doit devenir le pré carré de l'une ou l'autre organisation, mais reconnaissant que les capacités actuelles limitent les activités de la PESD, notamment en ce qui concerne les déploiements de grande envergure dans le cadre d'opérations lointaines et de haute intensité;

(xii) Convaincue que le développement futur de l'OTAN et de la PESD nécessite l'adhésion pleine et entière de l'opinion publique des Etats membres de l'OTAN et de l'UE;

(xiii) Rappelant le rôle essentiel que peuvent jouer les parlementaires en expliquant aux citoyens de ces pays l'importance d'investir dans la prévention et le développement ainsi que dans le domaine de la sécurité et de la défense;

(xiv) Soulignant l'intérêt du développement pour la sécurité et constatant que les progrès accomplis sont insuffisants pour pouvoir atteindre les objectifs du Millénaire et que la plupart des pays de l'UE et de l'OTAN doivent intensifier leurs efforts s'ils veulent tenir les engagements visant à renforcer l'aide officielle au développement;

(xv) Soulignant la nécessité de renforcer les mesures de prévention et considérant que la lutte contre la pauvreté et la misère constitue une fin en soi et qu'une politique de développement cohérente allée à une bonne gouvernance accroît la sécurité et réduit les risques de conflit;

(xvi) Notant également que si le concept stratégique actuel de l'OTAN date de 1999, les documents énonçant la doctrine des Etats-Unis et de l'Union européenne sont plus récents et estimant que le débat et la réflexion sur un concept stratégique révisé pour l'OTAN fourniraient l'occasion de réaffirmer les valeurs communes et d'adapter le rôle de l'OTAN au nouvel environnement sécuritaire;

(xvii) Saluant l'objectif de l'UE de continuer à fonder ses missions de PESD sur la Charte des Nations unies, mais soulignant que l'ONU pourrait être dans l'impossibilité de lui donner le mandat requis;

(xviii) Reconnaissant que les relations étroites qui liaient autrefois les pays membres de l'OTAN face à la menace soviétique ont fait place à une forme de coopération plus lâche — mais tout aussi déterminée — qui, si elle se fonde toujours sur un grand nombre de valeurs communes, doit désormais prendre en compte une plus grande diversité d'intérêts, du fait notamment de l'élargissement de l'organisation, mais aussi en raison des bouleversements résultant des attentats du 11 septembre 2001 et de la politique adoptée en conséquence par les États-Unis;

(xix) Considérant que les « coalitions de volontaires » qui regroupent des pays disposés à monter des opérations — militaires ou civiles — constituent un mécanisme souple qui, loin d'affaiblir les structures existantes, permet de prendre en compte la diversité croissante des intérêts sécuritaires en leur sein à mesure qu'elles s'élargissent et contribue ainsi à prévenir tout blocage;

(xx) Soulignant la nécessité de renforcer et d'améliorer sans cesse l'interopérabilité des forces armées entre les pays, y compris dans leur traitement des terroristes présumés;

(xxi) Notant que les réserves émises par certains pays sur l'utilisation de leurs forces caveats accroissent les difficultés du commandement opérationnel et ne permettent pas une gestion souple des forces déployées et de leur équipement;

(xxii) Déplorant que la suspension du processus de ratification du projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe ait privé l'UE de certains instruments et procédures essentiels pour rendre son action plus cohérente et son processus décisionnel plus efficace;

(xxiii) Estimant que les tentatives pour remettre le projet de Constitution européenne sur les rails ne doivent pas aboutir à la disparition de certaines innovations fondamentales du projet de texte qui visent à rendre le processus décisionnel plus adapté et la coopération entre les différentes instances de l'Union plus harmonieuse;

(xxiv) Notant qu'en temps de paix, c'est le libellé de sa clause de défense mutuelle qui détermine le pouvoir de dissuasion d'une organisation, tandis qu'en temps de crise et de conflit, ce sont les capacités militaires dont elle peut disposer qui constituent le facteur déterminant;

(xxv) Vivement préoccupée par les déclarations totalement inacceptables du Président iranien concernant l'Holocauste et l'existence d'Israël;

(xxvi) Considérant que les déclarations prononcées à la suite des récentes élections au Congrès américain ouvrent de nouvelles perspectives pour l'Irak, mais n'ignorant pas que les sondages ont révélé une désaffection sans précédent de l'opinion publique européenne à la suite de l'intervention américaine dans ce pays, et soulignant qu'il importe de veiller à ce que la tendance actuelle à la réconciliation prenne un tour durable afin de contre-carrer cette évolution défavorable de l'opinion publique;

(xxvii) Convaincue également qu'il ne faut pas laisser s'affaiblir davantage le consensus idéologique qui lie les deux rives de l'Atlantique, notamment en ce qui concerne le rôle des organisations internationales, le multilatéralisme et le traitement des terroristes présumés;

(xxviii) Jugeant opportun que les États-Unis et l'Europe instaurent une coopération pratique dans le domaine de la gestion civile des crises;

(xxix) Estimant que le développement de la PESD permettra de renforcer encore

plus les capacités des membres européens de l'OTAN, d'accroître l'interopérabilité de leurs forces et d'associer les pays européens non membres de l'OTAN afin que leurs capacités propres puissent servir la coopération euroatlantique dans le domaine de la sécurité;

(xxx) Rappelant que la Turquie, pays candidat à l'adhésion à l'UE et membre associé de l'UEO, qui ambitionne de participer aux travaux de l'Agence européenne de défense (AED), était membre de plein droit des anciennes instances de coopération en matière d'armement de l'UEO, le GAEO et l'OAEU, désormais intégrées à l'AED;

(xxxii) Considérant que la croissance de la demande mondiale d'énergie requiert une approche commune des pays fournisseurs et des pays consommateurs vis-à-vis de la sécurité énergétique;

(xxxiii) Soulignant que l'Afghanistan doit constituer la priorité la plus urgente pour tous les Etats membres de l'OTAN et de l'UE;

(xxxiiii) S'inquiétant de la montée en puissance des talibans et du soutien qu'il reçoivent de pays tiers;

(xxxv) Préoccupée par la dépendance de l'économie afghane vis-à-vis de la production et du trafic de drogue;

(xxxvi) Alarmée par la détérioration de la situation sécuritaire au Darfour qui entrave sérieusement l'acheminement de l'aide humanitaire;

(xxxvii) Se félicitant de la décision prise par le Conseil de sécurité des Nations unies de renforcer la MINUS et regrettant que le gouvernement soudanais soit opposé au déploiement d'une force de l'ONU pour faire cesser la violence au Darfour,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES ACTUELS OU POTENTIELS DE L'UE ET DE L'OTAN A:

1. Poursuivre l'amélioration de l'interopérabilité des forces armées entre les

pays de manière à inclure les règles de conduite des soldats et le traitement des terroristes présumés;

2. Faire un effort particulier pour améliorer l'interopérabilité des forces spéciales nationales au niveau de la formation et des communications communes;

3. Redoubler d'efforts pour informer les citoyens des pays aspirant à devenir membres de l'OTAN sur le rôle de cette organisation et sur les avantages d'un resserrement des liens et d'une future adhésion;

4. Augmenter la fréquence des réunions informelles entre les pays membres de l'UE et de l'OTAN, au niveau des hauts fonctionnaires ou des ministres, car ce type de réunion est mieux adapté au dialogue politique que les arrangements officiels « Berlin plus » entre le Conseil de l'Atlantique nord et le COPS, où les membres de l'UE sont représentés par deux ambassadeurs de rang et d'ancienneté différents;

5. Faire évoluer le partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN vers la mise en place d'un forum de discussion transatlantique sur la sécurité et la défense auquel tous les pays participent à égalité et élargir la discussion aux questions de sécurité qui n'appellent pas nécessairement une réponse militaire;

6. Encourager le Secrétaire général de l'OTAN et le Haut représentant de l'UE à procéder régulièrement à des échanges de vues sur les questions de sécurité du moment;

7. Mettre sur pied, dans le cadre du partenariat stratégique OTAN-UE, des groupes de réflexion sur les relations avec les pays tiers tels que la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Russie et sur des questions spécifiques telles que le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la défense antimissile, la coopération civilo-militaire et la sécurité énergétique;

8. Nommer à l'avenir des ambassadeurs portant une double casquette pour représenter les Etats membres de l'Union européenne qui sont aussi membres de l'OTAN auprès du Conseil de l'Atlantique nord et du Comité politique et de sécurité;

9. Inviter les pays membres de l'Union européenne qui ne sont pas membres de l'OTAN à engager le débat sur leur sécurité et leur défense et celle de l'Union dans son ensemble, et à expliquer à leurs concitoyens l'importance d'un engagement clair de sécurité mutuelle en Europe;

10. Prendre au sérieux la menace nucléaire qui se profile dans le monde en instaurant un mécanisme européen de consultation sur les capacités nucléaires des Etats membres de l'UE;

11. Charger le Conseil de l'Atlantique nord de lancer les travaux sur une nouvelle stratégie de sécurité de l'OTAN qui fixe des orientations concernant le rôle militaire futur de l'organisation, la manière de protéger les citoyens de ses pays membres, et définisse où, quand et comment elle se propose d'intervenir en cas de crise;

12. Entamer un débat stratégique sur la mise à disposition de capacités civiles et militaires de la PESD et de l'OTAN à l'intérieur des frontières de l'UE en cas d'attaque terroriste, ou dans des domaines tels que la sécurité aérienne et maritime, où aucun dispositif de police n'est prévu pour défendre la sécurité de l'Union;

13. Chercher à faire participer les forces de police des Etats-Unis à la mission PESD de police au Kosovo en tant que première étape d'une association régulière des Etats-Unis à des missions civiles de PESD;

14. Accroître considérablement le soutien à l'Afghanistan et approfondir la coordination avec les Nations unies afin de

régler le problème de sa dépendance économique vis-à-vis du trafic de drogue (tâche qui n'est pas de la responsabilité de l'OTAN) et faire de la reconstruction, de la bonne gouvernance et des ressources économiques alternatives une priorité en Afghanistan;

15. Elaborer un concept spécifique pour le développement des régions d'Afghanistan où la situation actuelle sur le plan de la sécurité ne permet pas la mise en place d'Equipes de reconstruction provinciale (ERP);

16. Imposer moins de restrictions (caveats) à l'utilisation de leurs forces afin de renforcer la flexibilité et l'efficacité des opérations de l'OTAN et de l'UE et d'adopter un modus operandi unique;

17. Reconnaître que les conditions d'une intervention internationale fondée sur le principe de la « responsabilité de protéger » sont réunies et indiquer au Conseil de sécurité des Nations unies leur volonté d'aider à mettre fin aux souffrances au Darfour;

18. Appuyer la participation de la Turquie aux activités de l'Agence européenne de défense et le transfert des moyens de l'OAE0 à l'AED;

19. Elaborer un concept permettant la mise à disposition de capacités de l'OTAN et de la PESD pour des opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe au sein de l'Union européenne;

20. Elaborer des plans d'urgence pour l'évacuation des citoyens européens vivant en dehors de l'Union dans des régions touchées par la guerre;

21. Faire participer les parlementaires plus largement et plus précocement à l'analyse des situations de crise et à l'élaboration des réponses requises.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 786

La NATO: Trasformazione e partnership strategica con la UE
- risposta alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) Salutando con favore l'ampio consenso che esiste fra gli Stati membri della UE e della NATO nella valutazione dei principali pericoli e sfide che minacciano la loro sicurezza, pur nella consapevolezza di poter avere visioni diverse in merito ai mezzi per affrontarli;

(ii) Considerando che la NATO e l'UE devono far fronte a una crescente domanda di capacità per la gestione delle crisi e che l'UE, in particolare, è sempre più spesso chiamata a svolgere attività di mediatore nei negoziati, a negoziare accordi e supervisionarne l'attuazione;

(iii) Essendo dell'avviso che la NATO e l'UE, nel quadro della sua Politica europea di sicurezza e difesa (PESD), oltre ad essere deputate alla protezione degli Stati membri dalle minacce sopra citate, offrono anche un quadro in cui le due organizzazioni possono formare una partnership strategica che favorisca in particolare il coordinamento delle risposte civili e militari alle crisi e ai conflitti;

(iv) Convinta che le attuali sfide alla sicurezza impongano l'uso di una gamma

di strumenti militari e civili e allarmata dalla complessiva carenza di capacità civili e militari che limita le possibilità di intervento di entrambe le organizzazioni;

(v) Persuasa che i membri delle due organizzazioni debbano cooperare, tra loro e con altri paesi, al fine di poter disporre sempre della migliore combinazione di strumenti possibile;

(vi) Consapevole che l'UE e la NATO devono ancora trovare un « I » modus vivendi « / I » e che le loro relazioni evolveranno man mano che la NATO continua il proprio processo di trasformazione e la PESD acquisisce maggiore importanza;

(vii) Considerando che la NATO continua ad essere la chiave di volta della sicurezza e della difesa dei propri Stati membri e che tutti i paesi della NATO e della UE hanno bisogno di una NATO forte, ma ricordando che l'organizzazione non può occuparsi di ogni aspetto della sicurezza e della difesa e che attualmente non tutti gli Stati membri sono a favore di un suo coinvolgimento negli aspetti non militari della sicurezza;

(viii) Rilevando che con l'adesione della Bulgaria e della Romania, 21 dei 26 paesi

NATO appartengono anche all'Unione europea, e riconoscendo tuttavia che la NATO e l'UE sono organizzazioni di natura diversa, che hanno sviluppato culture della sicurezza e della difesa diverse;

(ix) Persuasa che non può esistere competizione tra l'UE e la NATO e che il futuro dell'Alleanza non dipende tanto dagli ulteriori sviluppi della PESD quanto dall'atteggiamento dei suoi stessi paesi membri;

(x) Convinta che sia finito il tempo in cui la NATO e la PESD mettevano in discussione l'esistenza reciproca e della necessità di una politica che combini una nuova NATO a una nuova UE;

(xi) Essendo dell'avviso che nessuna area geografica dovrà essere il territorio esclusivo dell'una o dell'altra organizzazione, ma riconoscendo che le capacità attuali pongono limiti alle attività della PESD, particolarmente in termini di spiegamento di forze militari su larga scala in operazioni remote e ad alta intensità;

(xii) Convinta che il futuro sviluppo della NATO e della PESD richiedano la piena comprensione e il totale sostegno dell'opinione pubblica degli Stati membri della NATO e della UE;

(xiii) Ricordando il ruolo vitale dei parlamenti nell'illustrare ai cittadini di questi Stati l'importanza di investire nella prevenzione e nello sviluppo oltre che nella sicurezza e nella difesa;

(xiv) Sottolineando l'importanza dello sviluppo in materia di sicurezza e prendendo atto degli insufficienti progressi compiuti nel raggiungimento degli obiettivi del Millennio oltre che della necessità che molti paesi UE e NATO intensifichino i propri sforzi per rispondere agli impegni assunti in materia di aiuti pubblici allo sviluppo;

(xv) Sottolineando l'esigenza di intensificare le misure di prevenzione, nella con-

vinzione che la lotta alla povertà e alla miseria costituisce un fine di per sé e che una politica per lo sviluppo coerente accompagnata dalla buona governance aumenta la sicurezza e riduce i rischi di conflitto;

(xvi) Osservando inoltre che l'attuale concetto strategico della NATO risale al 1999, mentre i documenti di dottrina adottati dagli Stati Uniti e dall'Unione europea sono molto più recenti, e ritenendo che il dibattito e la riflessione sulla revisione del concetto strategico della NATO potrebbero offrire l'opportunità di confermare i valori condivisi e adattare il ruolo dell'Alleanza al nuovo contesto di sicurezza;

(xvii) Accogliendo con favore l'obiettivo della UE di continuare a fondare le attività della PESD sulla Carta delle Nazioni Unite, ma sottolineando che le Nazioni Unite potranno non essere nella posizione di conferire il necessario mandato;

(xviii) Riconoscendo che le strette relazioni che in passato hanno unito i paesi della NATO di fronte alla minaccia sovietica hanno lasciato il posto a una forma di cooperazione più flessibile - anche se ugualmente determinata - che, pur basandosi su molti valori condivisi, deve conciliare la più ampia gamma di interessi della NATO, soprattutto dopo l'allargamento dell'organizzazione, e tener conto dei cambiamenti imposti dagli attentati dell'11 settembre 2001 e delle politiche adottate dagli Stati Uniti in risposta a tale evento;

(xix) Essendo dell'avviso che le "coalizioni dei volenterosi", fra paesi pronti ad assumere iniziative - militari o civili - costituiscono un meccanismo flessibile che, lungi dall'indebolire le strutture esistenti, riflette meglio la crescente varietà degli interessi di sicurezza che emergono in seguito alla loro espansione, contribuendo così ad evitare situazioni di stallo;

(xx) Sottolineando la necessità di ulteriori sforzi per migliorare e approfondire l'interoperabilità tra le forze militari na-

zionali, anche nel trattamento di presunti terroristi;

(xxi) Osservando che il ricorso ai caveat nazionali (ovvero l'imposizione di vincoli all'uso delle forze) sta complicando le attività di comando operativo, ostacolando una gestione flessibile delle forze e degli armamenti dispiegati;

(xxii) Deplorando che la sospensione del processo di ratifica del progetto di trattato di Costituzione europea abbia privato l'UE di taluni importanti strumenti e procedure che potrebbero dare maggiore coerenza alla sua azione, aumentando l'efficienza dei processi decisionali;

(xxiii) Convinta che gli sforzi per rilanciare il progetto di Costituzione europea debbano salvaguardare alcune fondamentali innovazioni contenute nel testo di bozza, finalizzate ad aumentare l'efficienza dei processi decisionali e la coerenza della cooperazione tra i diversi organismi dell'Unione;

(xxiv) Osservando che in tempi di pace il potere deterrente di un'organizzazione è determinato dalle disposizioni della sua clausola di difesa reciproca, mentre in tempi di crisi e conflitto il fattore determinante è rappresentato dalle risorse militari disponibili;

(xxv) Gravemente allarmata dalle dichiarazioni totalmente inaccettabili del Presidente dell'Iran in relazione all'Olocausto e all'esistenza dello Stato di Israele;

(xxvi) Osservando che le dichiarazioni che hanno seguito le recenti elezioni del Congresso statunitense aprono nuove prospettive in merito all'Iraq, ma consapevole della crescente disaffezione dell'opinione pubblica europea rivelata dai sondaggi dopo l'intervento a guida statunitense in tale paese, e sottolineando la necessità di assicurare che l'attuale clima di conciliazione si consolidi in una tendenza duratura che contribuisca a rovesciare l'orientamento negativo dell'opinione pubblica;

(xxvii) Persuasa inoltre della necessità di impegnarsi per prevenire ogni ulteriore indebolimento del consenso ideologico transatlantico, in particolare in merito al ruolo delle organizzazioni internazionali, al multilateralismo e al trattamento dei presunti terroristi;

(xxviii) Considerando che sia giunto il momento che gli Stati Uniti e l'Europa instaurino una cooperazione pratica nel campo della gestione civile delle crisi;

(xxix) Essendo dell'avviso che lo sviluppo della PESD consentirà un ulteriore consolidamento delle capacità dei membri europei della NATO di accrescere l'interoperabilità delle loro forze e di coinvolgere paesi europei non appartenenti alla NATO in modo da rendere disponibili le loro capacità per la cooperazione euro-atlantica in materia di sicurezza;

(xxx) Ricordando che la Turchia, paese candidato all'adesione alla UE e membro associato dell'UEO, che ambisce a partecipare ai lavori dell'Agenzia europea per la difesa, è stata membro a pieno titolo del GAEO e dell'OAEU, ex organi di cooperazione per gli armamenti dell'UEO, attualmente integrati nell'Agenzia;

(xxxi) Considerando che la crescita della domanda di energia a livello mondiale richiede un approccio comune alla sicurezza energetica da parte dei paesi fornitori e consumatori;

(xxxii) Sottolineando che l'Afghanistan deve costituire la principale priorità per tutti gli Stati membri della NATO e della UE;

(xxxiii) Preoccupata dalla crescente presa di potere dei Talebani e del sostegno che tale movimento riceve da paesi terzi;

(xxxiv) Preoccupata dalla dipendenza dell'economia afgana dalla produzione e dal traffico di stupefacenti;

(xxxv) Allarmata dal peggioramento delle condizioni di sicurezza nel Darfur che stanno seriamente ostacolando la distribuzione degli aiuti umanitari;

(xxxvi) Plaudendo la decisione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite di rafforzare la MINUS e rammaricandosi che il Governo sudanese si opponga all'impiego delle forze delle Nazioni Unite per porre fine alla violenza nel Darfur,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI I PAESI DELL'UEO IN QUALITÀ DI MEMBRI ATTUALI O FUTURI DELLA UE E DELLA NATO A:

1. Proseguire il processo di miglioramento dell'interoperabilità delle forze militari nazionali in modo da includere le regole di comportamento dei soldati e il trattamento dei presunti terroristi;

2. Profondere uno sforzo particolare per migliorare l'interoperabilità delle forze speciali nazionali a livello di attività di addestramento e comunicazione comuni;

3. Intensificare gli sforzi per informare i cittadini dei paesi che aspirano ad aderire alla NATO sul ruolo dell'organizzazione e sui vantaggi associati all'intensificazione dei legami e all'adesione;

4. Incrementare la frequenza delle riunioni informali tra i paesi membri della UE e della NATO a livello di alti funzionari e ministri, in quanto più adatte al dialogo politico rispetto alle riunioni formali "Berlino +" tra il Consiglio atlantico e il Comitato politico e di sicurezza, in cui i paesi membri UE sono rappresentati da due ambasciatori di diverso rango e anzianità;

5. Far evolvere la partnership strategica UE-NATO verso la creazione di un forum transatlantico sulle problematiche di sicurezza e difesa, aperto a tutti i paesi membri su base paritaria, nonché ampliare il dibattito alle questioni sulla si-

curezza che non richiedono necessariamente una risposta militare;

6. Esortare il Segretario generale della NATO e l'Alto rappresentante della UE ad avere un regolare scambio di opinioni in merito alle attuali questioni di sicurezza;

7. Istituire, nell'ambito della partnership strategica NATO-UE, delle task force congiunte sulle relazioni con paesi terzi quali la Cina, l'India, il Pakistan e la Russia e su questioni specifiche quali il terrorismo, la proliferazione delle armi di distruzione di massa e i relativi vettori, la difesa missilistica, la cooperazione civile-militare e la sicurezza energetica;

8. Nominare in futuro ambasciatori che rappresentino contemporaneamente il proprio paese (se membro UE e della NATO) tanto nel Consiglio atlantico che nel Comitato politico e di sicurezza;

9. Invitare gli Stati membri non appartenenti alla NATO ad avviare un dibattito pubblico sulla loro sicurezza e difesa nonché su quella dell'Unione nel suo insieme, e a spiegare ai propri cittadini l'importanza di un impegno chiaro a favore della sicurezza comune in Europa;

10. Riconoscere la gravità della emergente minaccia nucleare istituendo un meccanismo europeo di consultazione sulle capacità nucleari degli Stati membri della UE;

11. Dare al Consiglio atlantico il compito di avviare i lavori per una nuova strategia di sicurezza della NATO che stabilisca l'orientamento del futuro ruolo militare dell'organizzazione, le modalità con cui garantirà la protezione dei cittadini dei suoi Stati membri, e definisca dove, come e quando intende intervenire in caso di crisi;

12. Avviare un dibattito strategico sulle modalità con cui le capacità della PESD e della NATO potranno essere rese disponibili entro i confini dell'Unione europea in

caso di attacco terroristico, o in aree come la sicurezza aerea e navale ove non vi siano risorse di polizia a difendere la sicurezza dell'Unione;

13. Promuovere la partecipazione di forze di polizia statunitensi alla prevista missione di polizia in Kosovo della PESD quale primo passo verso un regolare coinvolgimento statunitense nelle missioni civili PESD;

14. Aumentare considerevolmente il sostegno all'Afghanistan e rafforzare il coordinamento con le Nazioni Unite per risolvere il problema della sua dipendenza economica dal traffico di droga (compito che non rientra nelle responsabilità della NATO) ponendosi come obiettivi prioritari la ricostruzione, la buona governance e la disponibilità di risorse economiche alternative per l'Afghanistan;

15. Elaborare un concetto specifico per lo sviluppo delle regioni afgane in cui le attuali condizioni di sicurezza non consentono l'istituzione di Squadre di ricostruzione provinciale (PRT);

16. Ridurre i caveat nazionali all'uso delle forze al fine di rendere le operazioni

della NATO e della UE più flessibili ed efficaci e adottare un *modus operandi* comune;

17. Riconoscere che esistono le condizioni per un intervento internazionale nel Darfur secondo il principio della "responsabilità di protezione" e segnalare al Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite la propria disponibilità a contribuire a mettere fine alle sofferenze in quella regione;

18. Sostenere la partecipazione della Turchia alle attività dell'Agenzia europea per la difesa e il trasferimento dei mezzi dell'OAEO all'Agenzia;

19. Elaborare un concetto che consenta di utilizzare le capacità della NATO e della PESD in operazioni umanitarie e di soccorso in caso di disastro naturale nell'Unione europea;

20. Sviluppare piani di emergenza per l'evacuazione dei cittadini europei in paesi fuori dall'Unione minacciati dalla guerra;

21. Coinvolgere maggiormente e più tempestivamente i parlamenti nell'analisi di situazioni di crisi e nell'elaborazione delle risposte.

